



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

## MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 10 au 16 Mars 2023

### En bref

Selon l'agence de notation *Fitch Ratings*, l'économie du Mexique connaîtrait une croissance de 1,6 % en 2023. Cette performance serait tirée par la vigueur des transferts de fonds perçus par le pays. Cette prévision est légèrement supérieure à celle de décembre (1,5 %). La projection de l'agence est similaire à celle de la Banque centrale du Mexique, mais plus pessimiste que celle du gouvernement mexicain (3 %). L'agence estime par ailleurs que le taux d'intérêt directeur de la Banque centrale du Mexique (Banxico) atteindrait 11,5 % à la fin du cycle de resserrement, contre 11 % actuellement. Pour 2024, Fitch prévoit une croissance économique de 1,5 % et un taux d'inflation à 4,5 %.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

1,6 %

Taux de croissance de l'économie  
mexicaine selon l'agence de  
notation Fitch Ratings.

### Zoom sur

**A l'issue de sa mission au titre de l'Article IV, le FMI a souligné la résilience de l'économie guatémaltèque en 2022, malgré un contexte économique mondial morose. L'institution attribue cette résilience à la stabilité macroéconomique et financière du pays, et au maintien d'un niveau solide de la consommation privée, grâce : (i) aux flux de *remesas*, (ii) au dynamisme du crédit bancaire au secteur privé, (iii) ainsi qu'à une politique monétaire prudente favorisant le maintien d'un niveau suffisant de réserves internationales. Afin de garantir une croissance durable et d'attirer les IDE, le FMI recommande néanmoins au gouvernement de combler les lacunes en matière d'infrastructures, d'éducation et de santé, et de lutter activement contre la corruption.**

# Mexique

## 1. ECONOMIE

L'ère du *superpeso* est-elle révolue ? La faillite de la *Silicon Valley Bank* a provoqué une vague de nervosité et d'incertitudes sur les marchés, entraînant une dégradation du change du peso mexicain face au dollar de 5,5 %, soit la pire performance parmi les principales devises émergentes. Quelques jours seulement après avoir enregistré un niveau record inférieur à 18 unités, la monnaie mexicaine a clôturé lundi dernier à 18,98 pesos par dollar, selon la Banque centrale du Mexique. Les turbulences bancaires mondiales ont fait grimper la volatilité de la monnaie sur un mois à 17 %, son niveau le plus élevé depuis plus de deux ans et demi. Depuis le début de l'année 2023, le peso mexicain n'est plus la monnaie la plus forte parmi les devises émergentes. Le MXN se place désormais en seconde position, avec une appréciation de +2,7 % face au dollar depuis janvier, derrière le peso chilien, qui a accumulé un gain de 5,7 %.

En février 2022, l'inflation a ralenti à 7,62 %, contre 7,91 % au mois de janvier, selon l'Institut National de la Statistique et de Géographie. Il s'agit de la variation annuelle la plus faible depuis 11 mois, bien que l'inflation se situe encore loin de la cible de la Banque centrale du Mexique (3% +/- 1 pp). Ces données de février sembleraient montrer que les décisions de politique monétaire, qui ont conduit à un taux directeur record de 11 %, commencent à avoir un effet sur le niveau général des prix. L'inflation sous-jacente, qui élimine de son calcul les biens et les services dont les prix sont les plus volatils, a également décéléré, de 8,45 à 8,29 %.

Le pétrole brut mexicain a atteint mercredi son plus bas niveau depuis près de deux ans. En effet, le prix de l'or noir mexicain a chuté de 5,7 % ce mercredi 15 mars, après avoir clôturé à 61,64 dollars le baril la veille. Il s'agit de la troisième session consécutive de pertes, accumulant une chute de 11 %, et de 15 % depuis le début de l'année 2023. Ces pertes seraient dues à différents facteurs, dont : (i) une augmentation

de l'aversion au risque liée à la spéculation sur la possibilité d'une crise bancaire, après la déclaration du plus grand investisseur de Crédit Suisse de ne plus soutenir la banque en cas de besoin de liquidités ; (ii) le renforcement du dollar américain, de 0,88 %, ce qui réduit la demande de matières premières, en les rendant moins accessibles à ceux qui détiennent une autre devise ; et (iii) une hausse des stocks de pétrole plus importante qu'attendue.

Selon une enquête de Citibanamex, les augmentations de salaires au Mexique affecteraient négativement les perspectives d'inflation. Les salaires nominaux ont augmenté pour le quatrième mois consécutif en février, à un rythme plus rapide que l'accélération des prix à la consommation (8,4 % contre 7,62 % en g.a.). Les experts interrogés ont alors révisé à la hausse leur prévision d'inflation. Cette-dernière finirait l'année 2023 à 5,3 %, contre 5 % dans la précédente enquête du mois de janvier. Elle se maintiendrait donc au-delà de la cible de la Banque centrale de 3 % +/- 1 pp.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

Le Service de l'Administration Fiscale a indiqué qu'au cours des deux premiers mois de l'année, la collecte de l'impôt avait atteint 39,5 Mds USD, soit une croissance de 4 % en variation annuelle. En particulier, les recettes de l'impôt sur le revenu ont augmenté de 8,3 % en termes réels, pour atteindre 23 Mds USD.

## 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Petroleos Mexicanos (Pemex) prévoit de porter le traitement du pétrole brut à 1,2 million de barils par jour d'ici la fin de l'année. La secrétaire mexicaine à l'énergie a déclaré ce jeudi que les raffineries de l'entreprises publique mexicaine atteindrait un traitement combiné de 1,2 million de barils par jour d'ici la fin de l'année, contre 922 000 actuellement. Ce niveau serait atteint à l'aide des six raffineries locales actives, et de celle de *Deer Park* au Texas.

#### 4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 16/03
Bourse (IPC)	-2,44%	-1,74%	52085,6 points
Change MXN/USD	5,56%	-8,74%	18,98
Change MXN/EUR	4,80%	-12,75%	19,87
Prix du baril mexicain	-8,83%	-37,00%	61,64

## Amérique centrale

### 1. GUATEMALA

Selon les douanes françaises, l'année 2022 a été marquée par des échanges bilatéraux dynamiques, en hausse de 27 % par rapport à 2021, à 137 M EUR (record depuis 2015). Le solde commercial, structurellement positif, reste cependant faible en 2022 (9 M EUR) au regard des années précédentes (excédent de 19 M EUR / an en moyenne ces 10 dernières années). Les exportations (73 M EUR, +26 %) étaient constituées principalement de machines diverses d'usage spécifique (10 %), de produits chimiques divers (10 %) et de produits pharmaceutiques (8 %). Quant aux importations (64 M EUR, +31 %), près de la moitié étaient des produits de la culture et de l'élevage (45 %). Selon les statistiques guatémaltèques, la France était le 32<sup>ème</sup> pays fournisseur du Guatemala et son 26<sup>ème</sup> client.

### 2. EL SAVADOR

Selon les douanes françaises, le commerce bilatéral entre la France et El Salvador s'est élevé à 53 M EUR en 2022 (contre 50 M EUR en 2021), avec un excédent commercial en faveur de la France de 20 M EUR. Cet excédent est tiré par les exportations françaises (36 M EUR en 2022), constituées principalement de produits chimiques divers (10,3 %), de produits pétroliers raffinés et coke (9,9 %) et de parfums, cosmétiques et produits d'entretien (9,2 %). L'excédent s'est légèrement réduit en 2022 suite à l'augmentation de 21 % des importations françaises, à 17 M EUR. Les trois premiers postes d'importations étaient les matériels électriques (26,2 %), les produits de la culture et de l'élevage (24,5 %) et les articles d'habillement (22 %).

### 3. HONDURAS

L'Administration fiscale (SAR) a résumé en 10 points la réforme proposée dans la *Ley de Justicia Tributaria*: 1) ajout du concept de progressivité de l'impôt dans la Constitution ; 2) abrogation des 10 régimes d'exonération actuellement en vigueur ; 3) création d'un cadre juridique efficace permettant la reconnaissance des droits des entreprises acquis sur les impôts exonérés ; et 4) permettant le contrôle des abus fiscaux ; 5) création de deux nouveaux régimes d'exonération fiscale pour les PME et les IDE ; 6) taxation de tous les revenus des entreprises nationales, mêmes ceux réalisés à l'étranger ; 7) suppression de la possibilité d'annuler les dettes fiscales ; 8) levée du secret bancaire ; 9) ratification de la convention multilatérale pour l'assistance mutuelle en matière fiscale (MAAC) avec l'OCDE ; 10) introduction du concept de « bénéficiaire final » pour chaque entreprise, pour empêcher que les personnes physiques bénéficiant des profits puissent échapper à l'impôt. Ce projet de réforme a suscité de vives critiques de la part de l'organisation patronale (COHEP) sur les risques qu'il fait peser sur l'attractivité du pays. L'ambassadrice des Etats-Unis au Honduras a par ailleurs exprimé son inquiétude sur les possibles conséquences

négligentes de cette loi en termes de création d'emploi et de croissance économique.

Selon les douanes françaises, les échanges bilatéraux avec le Honduras se sont élevés à 175 M EUR en 2022, en hausse de 13 % par rapport à 2021. La France affiche un déficit commercial structurel avec le Honduras (en partie dû aux importations de café), qui s'est fortement creusé en 2022, atteignant 109 M EUR (contre 91 M EUR en 2021), un record depuis plus de 10 ans. Cette situation est amputable à une augmentation des importations françaises (+15,4 %, à 142 M EUR) alors que le niveau des exportations françaises est resté sensiblement similaire à celui de 2021 (+3 %, à 33 M EUR). Les principaux postes d'importations sont les produits de la culture et de l'élevage (59,5 %) et les préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche (21,7 %). Les principaux postes d'exportations sont les produits chimiques divers (11,3 %), le matériel électrique (10,8 %) et les machines diverses d'usage spécifique (8,4 %).

#### 4. NICARAGUA

La Banque centrale du Nicaragua (BCN) a indiqué maintenir le taux directeur à 7 %, sans précisions de calendrier quant à une possible nouvelle hausse. Sur l'année 2022, la BCN avait rehaussé le taux directeur à 6 reprises, l'augmentant de 3,5 pp, de 3,5 % à 7 %.

Selon les douanes françaises, le commerce bilatéral avec le Nicaragua a retrouvé son niveau préandémique en s'élevant à 60 M EUR en 2022, en hausse de 33 % par rapport à 2021. Le déficit commercial pour la France s'est creusé sur l'année, de 26 M EUR à 33 M EUR, mais reste similaire à la moyenne des huit dernières années (30 M EUR / an). Les exportations (13 M EUR, +30 %) étaient principalement constituées de pâte à papier, papier et carton (14,3 %), de machines et équipements d'usage général (13,7 %) et de matériel électrique (10,4 %). Les importations (47 M EUR, +34 %) étaient quant à elles constituées de produits de la culture et de l'élevage (48,1 %) et de préparations et conserves à base de poissons et produits de la pêche (40,7 %).

#### 5. BELIZE

A la veille de la clôture de l'année fiscale, le 31 mars prochain, le premier ministre John Briceño a fait le bilan de l'exécution du budget 2022/2023 et a présenté le projet de budget pour l'exercice 2023/2024. Pour l'année fiscale 2022/2023, les revenus devraient s'élever au total à 680 M USD, dont 89 % issus de la collecte fiscale, et les dépenses à 715 M USD, créant un déficit budgétaire de 35 M USD (soit 1,4 % du PIB). Cependant, ce budget devrait permettre de dégager un premier excédent primaire, estimé à 0,5 % du PIB. Le projet de budget 2023/2024, élaboré sur la base d'une inflation atteignant 4,1 % et un PIB de 3,1 Mds USD en 2023, prévoit également un excédent primaire (0,4 % du PIB). Le projet propose des revenus à 700 M USD et des dépenses à 750 M USD (dont 74 % dédiées aux dépenses de fonctionnement), dégageant un déficit total de 50 M USD (soit 1,41 % du PIB). Le ministre s'est par ailleurs félicité de la réduction de moitié de l'endettement public au cours des deux dernières années. A décembre 2022, la dette publique représentait 64,1 % du PIB, dont 67 % détenue par des bailleurs étrangers (agences multilatérales, Chine, Venezuela, Blue bond obligation).

#### 6. PANAMA

Selon la Superintendance des Banques du Panama (SBP) le portefeuille du Centre Bancaire International (CBI) a enregistré une augmentation de 5 % de ses actifs par rapport à 2021, pour atteindre le niveau record de 140 Mds USD. Les intérêts perçus ont augmenté de 11,8 %, et les intérêts payés de 12,8 %. Les réserves en liquidité du CBI atteignent 13,8 % du portefeuille total, soit 19 Mds USD en décembre 2022, en baisse de 18 % par rapport à 2021. Le portefeuille des crédits a rapporté 8,8 Mds USD de plus qu'en 2021, soit une augmentation de 12 %. Par ailleurs, 36 % des dépôts viennent de l'étranger (35,7 Mds USD), dont 21 % proviennent de Colombie. Les autres principaux pays d'origine sont les États-Unis, la République Dominicaine, les Îles Caïmans, le Costa Rica, le Venezuela, le Pérou avec des dépôts compris entre 1,8 Md USD et

2,3 Mds USD. La propriété des dépôts locaux (61,3 Mds USD) est répartie comme suit : (i) 75 % aux particuliers, dont 59 % aux personnes juridiques ; (ii) 19 % au gouvernement ; (iii) 6 % aux banques commerciales. Enfin, 68 % du portefeuille de crédits (58,5 Mds USD sur 86 Mds) sont d'origine nationale (58,5 Mds USD). Sur les 32 % restants, 19,5 % proviennent de Colombie.

La SPB annonce que le taux de crédits arriérés du CBI est descendu à 3,9 % fin 2022. La SPB avait demandé aux établissements bancaires de réduire ce taux à 3 % en avril 2020, suite au moratoire sur les crédits pendant la pandémie de Covid-19. Le taux de crédits à risques au niveau local (dus + irrécupérables) était de 3,8 % en décembre 2022, en baisse par rapport à 2021, et facilement encaissable par le système bancaire panaméen. La numérisation du système bancaire panaméen connaît une rapide accélération avec augmentation de l'utilisation des solutions de banque mobile de 68,5 % entre 2019 et 2022. En 2022, 35 % du total des opérations bancaires ont été effectuées via une application bancaire. L'apparition et la rapide popularisation de l'application bancaire *Yappi* (Banco General) a facilité les recours aux paiements en lignes, passant de 19 % des utilisations en 2019 à 59 % en 2022.

L'Autorité du Canal du Panama (ACP) annonce une hausse des prix du péage pour compenser la baisse du tonnage annuel. En effet, selon l'ACP, une baisse de 3,47 % du tonnage est prévue pour l'exercice 2022-23, de 518 M tonnes à 500 M tonnes. Le montant exact de l'augmentation du péage n'est pas encore connu mais l'ACP souhaite une augmentation de ses revenus de 400 M USD (environ 9 % des revenus de l'année fiscale 2022). De plus, Ricarte Vasquez, administrateur de l'ACP a annoncé qu'à partir de 2025, les navires à fortes émissions de CO2 seront davantage taxés. La baisse du tonnage passant par le Canal du Panama est notamment due à la redirection des exportations étatsuniennes du Gaz Naturel Liquéfié de l'Asie vers l'Europe.

Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) annonce que le déficit budgétaire a été de

3 Mds USD en 2022, soit 3,93 % du PIB estimé, en-deçà des 4 % prévus par la loi de responsabilité sociale et budgétaire. Ces résultats sont la conséquence d'un ré-échelonnage de la dette. Le MEF aurait conclu un accord avec Citibank pour le rachat d'une partie des intérêts de la dette, pour un montant total de 364 M USD. Le gouvernement devrait rembourser Citibank entre juillet 2024 et décembre 2026. Cette décision a été critiquée par les agences de notation Fitch Ratings et Moody's. Selon Renzo Merino, vice-président du groupe Moody's, le report du paiement des intérêts du déficit budgétaire aura l'effet d'un alourdissement de celui-ci à partir de juillet 2024.

## 7. COSTA RICA

L'inflation, en baisse, atteindrait 5,58 % en février 2023, selon la Bourse nationale des valeurs mobilières. La baisse des prix est liée à des facteurs saisonniers, tels que le calendrier des récoltes de certains produits agricoles, et à la baisse du taux de change. La variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) rend compte d'une baisse de 2,07 points de pourcentage par rapport à février 2022. L'inflation se rapproche de la fourchette cible fixée par la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) de 3 % +/- 1 pp, après six mois d'augmentation.

# Caraïbes

## 1. CUBA

Le ministre du commerce extérieur et de l'investissement étranger, Rodrigo Malmierca, s'est rendu en Inde pour une visite officielle. Le ministre cubain et son homologue, Piyush Goyal, Ministre du commerce et de l'industrie, ont affirmé qu'il existe un fort potentiel de renforcement des relations commerciales entre les deux pays. Accompagné d'une délégation multi-sectorielle, le ministre Malmierca a exprimé sa volonté d'attirer les investissements de capitaux indiens à Cuba, pour appuyer

notamment des projets de développement dans les secteurs de l'énergie renouvelable et de l'industrie pharmaceutique. La délégation cubaine a ainsi rencontré le président de la société biopharmaceutique Biocon, d'ores et déjà en lien avec l'équivalent cubain, BioCubaFarma. Cette visite officielle fait suite à une série de facilités accordées par l'Inde telles que l'ouverture de comptes bancaires en roupies en Inde pour faciliter les transactions internationales de Cuba, ou encore l'accord de la banque d'Etat indienne, Exim Bank, d'étendre une ligne de crédit de 100 M EUR.

Le Mexique étend son partenariat avec Cuba en matière de santé. En effet, 600 spécialistes cubains seraient embauchés par l'Institut mexicain de la sécurité social. Ce programme entre dans le cadre du Plan de Santé pour le Bien-être, lancé en 2022 par le gouvernement mexicain. Avec l'arrivée de ces nouveaux médecins, le Mexique double le nombre de spécialistes cubains sur son territoire.

## 2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

En République dominicaine, les revenus salariés représentent environ 24,7 % du PIB en 2022. En outre, le pays se situe dans la fourchette basse en termes de rémunération. En comparaison, selon l'OCDE, dans les pays développés, la part de la rémunération des salariés dans le PIB est comprise entre 38 % et 59 %. Si l'on considère la région Amérique Latine (hors Caraïbes), cette fourchette s'étend de 28,1 % du PIB au Mexique à 46,2 % du PIB au Costa Rica en 2022. En outre, le 8 mars dernier, le Comité national des salaires a approuvé une hausse de 19 % du salaire minimum dans le secteur privé. Techniquement, les salariés verront leur rémunération augmenter de 15 % le mois prochain puis de 4 % supplémentaires en février 2024. Cette revalorisation intervient alors que le coût de la vie a fortement augmenté en 2022, en raison des pressions inflationnistes liées notamment à un contexte international défavorable.

Selon le Ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement, l'indice de confiance des consommateurs (ICC) a augmenté de 1,9 point au T4 2022, par rapport au T2. Cela s'explique notamment par la dissipation progressive des pressions inflationnistes, la normalisation de la situation économique et la reprise de l'emploi. Dans le détail, l'indice des perspectives économiques a augmenté de 5 points, tandis que l'indice des perspectives d'emploi a enregistré une hausse notable de 6,7 points. Concernant les prix, les consommateurs perçoivent une amélioration de la situation avec une augmentation de 9,6 points pour l'indice considéré. Par ailleurs, selon le rapport de la Direction de l'analyse macroéconomique en charge de cette étude, de plus en plus de consommateurs s'attendent à un ralentissement de la croissance et à un ralentissement de l'inflation dans les mois à venir. Cela concorde avec les récentes tendances (modération des prix des matières premières sur le marché international, politique monétaire restrictive, subventions publiques, ...).

## 3. ANTIGUA-ET-BARBUDA

Selon le ministère des Finances, l'indice des prix des produits alimentaires et des boissons non-alcoolisées a augmenté de 29,7 %. Cette forte hausse s'inscrit dans une augmentation généralisée des prix des biens, + 6,9 % entre janvier 2022 et janvier 2023. Les prix de l'énergie restent quant à eux plutôt stables et ceux du transport enregistrent une baisse de 15 % sur la même période.

Selon le directeur général de l'Autorité du tourisme, le secteur du tourisme a récupéré 88 % de son activité de 2019 en 2022. Le pays a soutenu cette reprise en développant ses infrastructures portuaires pour augmenter sa capacité d'accueil de navires de croisières, mais également en restaurant les lignes aériennes entre Antigua et l'Europe. Ces efforts s'accompagnent d'une restructuration de la

compagnie aérienne LIAT, très fortement touchée par la pandémie de Covid-19.

#### 4. SAINTE-LUCIE

Le projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles (DVRP), soutenu par la Banque Mondiale, a investi 8,5 M USD dans la construction de 5 centres communautaires résistants aux ouragans **sur l'île entre 2022 et 2023**. Le DVRP est un outil important de la collaboration entre l'état insulaire et la BM pour financer des infrastructures plus résilientes face au changement climatique.

#### 5. TRINITE ET TOBAGO

Selon la Banque Centrale de Trinité-et-Tobago (CBTT) l'activité économique rebondirait en 2023, compte tenu d'une hausse espérée de la production gazière, et d'un rebond de la demande interne. Par ailleurs, les réserves officielles brutes s'élevaient à 6,83 Mds USD fin 2022, l'équivalent de 8,6 mois d'importations.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé un prêt de 44 M USD au prêteur hypothécaire *Trinidad and Tobago Mortgage Finance Company Ltd* **pour renforcer l'accès** au logement résidentiel pour les primo-acquéreur les plus vulnérables. Ce programme s'inscrit dans les objectifs de développement durable des Nations Unies notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, et la promotion du travail décent et la croissance économique.



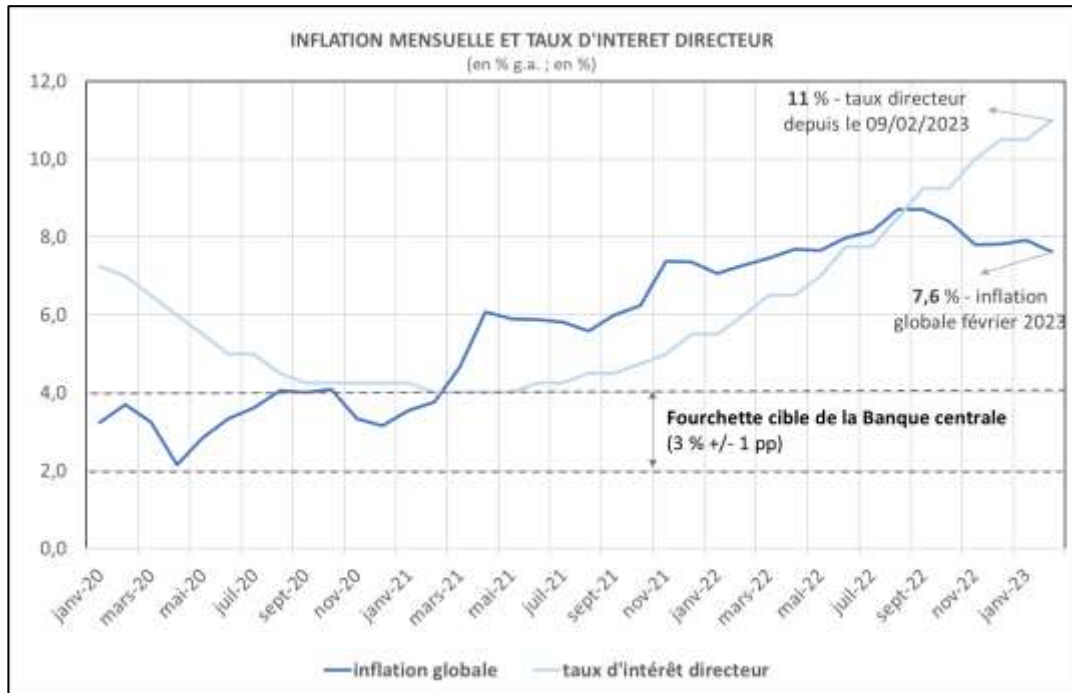
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	11 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	4,5 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	7 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	7 %
Panama	4,395	8	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

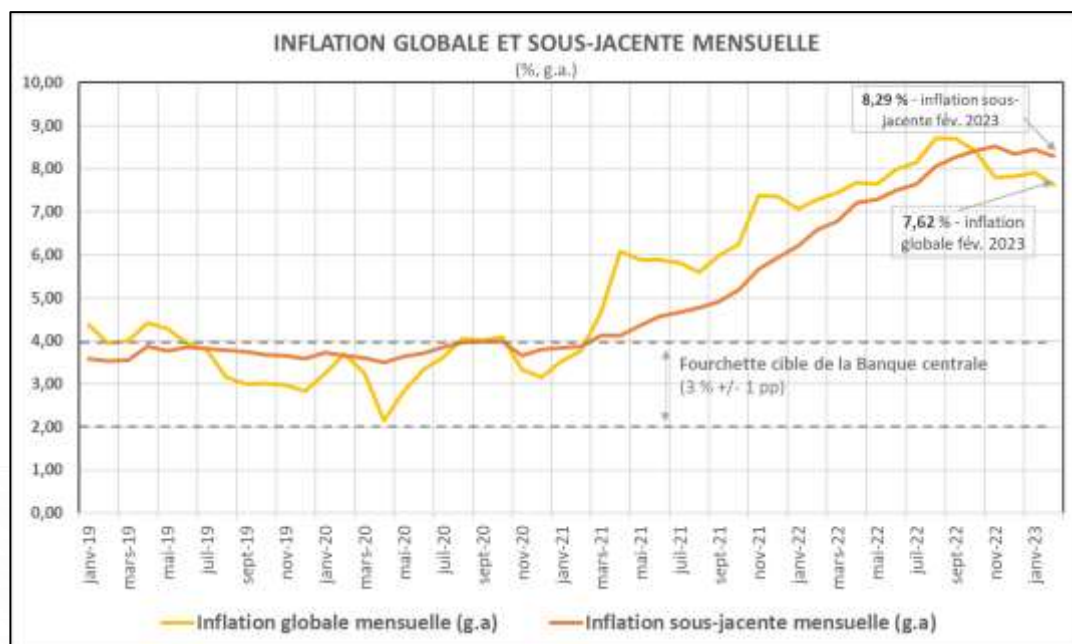
Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022



– Annexe Graphique – Mexique –



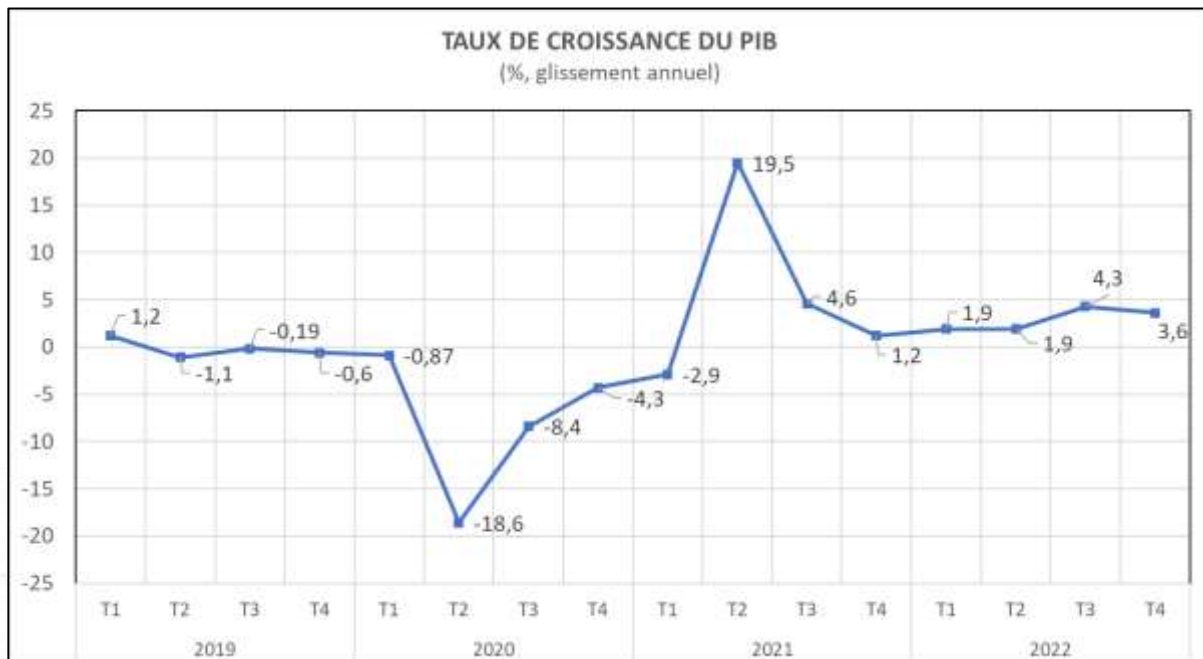
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



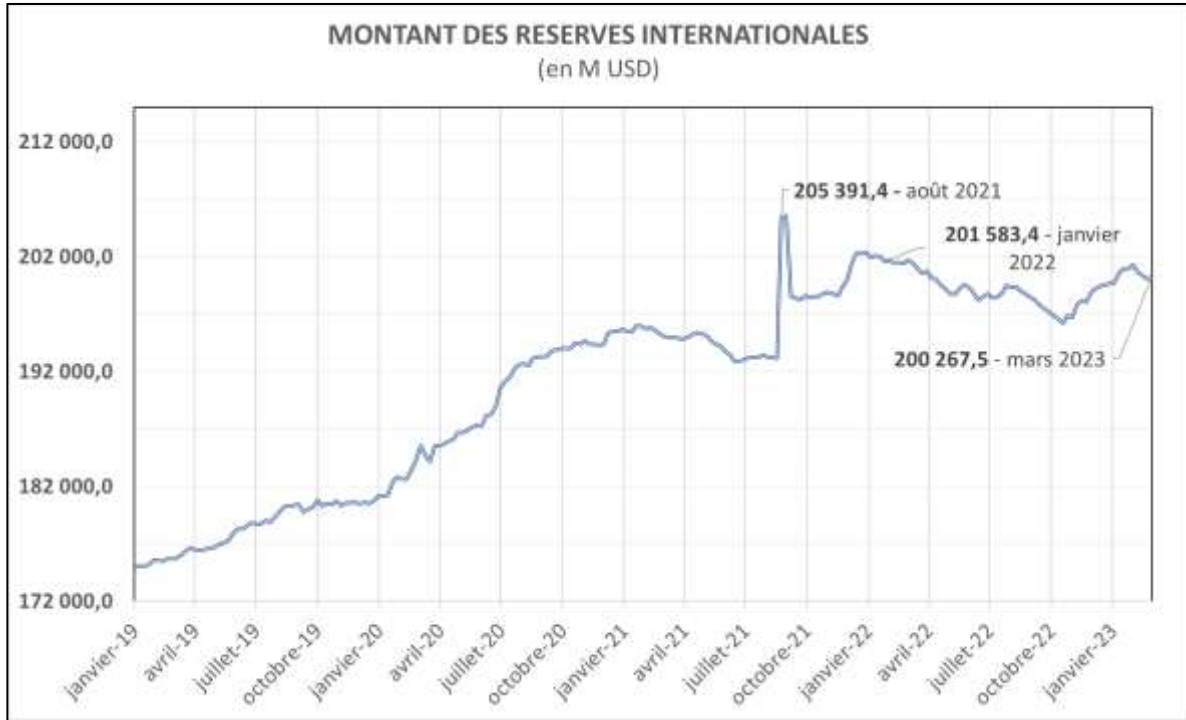
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Banque centrale du Mexique